

# Le parti Chez Nous. Échec d'une nouvelle offre d'extrême droite en Wallonie

Benjamin Biard

**A** lors que l'extrême droite prospère dans la plupart des pays européens, son évolution en Belgique est plus contrastée : bien implantée en Flandre, elle reste en revanche marginale en Wallonie. Plusieurs *@analyses du CRISP en ligne* ont déjà tenté de comprendre les ressorts de cette situation <sup>1</sup>. Cette contribution revient sur la dernière tentative en date de développement d'un parti d'extrême droite en Wallonie, celle du parti Chez Nous, et sur l'échec que ce dernier a subi lors de la double séquence électorale de 2024, provoquant son effacement précoce du paysage politique.

Le parti Chez Nous est fondé à l'automne 2021 par une poignée de personnes aux ambitions politiques déjà connues, au premier rang desquelles Jérôme Munier et Grégory Vanden Bruel, tous deux autrefois membres actifs du Parti populaire (PP). Cette formation se dote d'emblée d'un programme d'extrême droite et bénéficie dès le départ du soutien du Vlaams Belang (VB) et du Rassemblement national (RN) français <sup>2</sup>. Progressivement, les cadres du parti réussissent à s'allier avec d'autres formations wallonnes : le Parti national européen (PNE) <sup>3</sup> et Agir <sup>4</sup>. Au regard des profondes divisions qui ont longtemps marqué l'extrême droite en Wallonie, cette évolution constitue alors un changement significatif.

---

<sup>1</sup> B. BIARD, « Extrême droite : de la conquête des esprits à celle du pouvoir », J. FANIEL (interviewé par M. KNOTT et S. RENKIN), « L'évolution des politiques migratoires en Belgique », B. BIARD, « Décoder l'extrême droite à l'époque contemporaine », *Les @analyses du CRISP en ligne*, respectivement 24 novembre 2021, 15 mars 2024 et 30 juin 2024, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).

<sup>2</sup> B. BIARD, « Le parti Chez Nous », *Courrier hebdomadaire*, CRISP, n° 2579-2580, 2023.

<sup>3</sup> Le PNE est une scission du parti d'extrême droite Nation opérée à l'automne 2019 ; il a été fondé le 13 décembre 2019.

<sup>4</sup> Agir est le successeur légal de l'asbl à la base du FN belge. Son fondateur est Salvatore Nicotra.

## La campagne électorale du printemps 2024

C'est donc dans un élan d'optimisme que le parti Chez Nous s'élance dans la campagne électorale du printemps 2024 en vue des élections européennes, fédérales, régionales et communautaires. Et, *a priori*, la dynamique peut lui sembler favorable. Le 5 avril, le parti d'extrême droite fait d'ailleurs savoir à travers son bulletin d'information électronique qu'il a réussi à récolter l'ensemble des signatures requises pour déposer des listes (complètes, affirme-t-il) en vue du scrutin multiple à venir – affirmation à relativiser, comme on le verra. Selon un témoin, cette collecte de signatures aurait été réalisée grâce au travail opéré par les militants mais aussi par des « mercenaires »<sup>5</sup>, c'est-à-dire des personnes extérieures à l'organisation, rémunérées pour l'occasion. En outre, la communication opérée par Chez Nous sur les réseaux sociaux s'accélère durant la campagne électorale. Au total, à la date du 9 juin 2024, jour du scrutin européen, fédéral, régional et communautaire, on peut observer que pas moins de 32 629 euros ont été dépensés sur les plateformes du groupe META (essentiellement sur Facebook) par la formation dirigée par J. Munier, dont un tiers uniquement durant les quatre mois précédents<sup>6</sup>. La communication du parti durant cette période s'articule essentiellement autour des thèmes qui constituent le cœur de son idéologie et de sa communication depuis ses origines : la défense de « notre identité et nos valeurs », la défense de la civilisation européenne, la lutte contre l'immigration, la promotion de la sécurité ou encore la dénonciation de la partitocratie et des élites au pouvoir. D'autres thèmes sont aussi abordés de façon plus ponctuelle : la défense des agriculteurs<sup>7</sup>, l'opposition à l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, l'appel à une diminution du nombre de ministres, la préservation des noms de vacances traditionnels... Réussissant à rassembler un peu plus de 25 000 abonnés le jour du scrutin, la page Facebook de Chez Nous est particulièrement dynamique. Pour le nouveau parti, l'enjeu est de se faire connaître malgré le cordon sanitaire médiatique<sup>8</sup> qui le tient à la marge. Et cette stratégie semble porter ses fruits : au printemps 2024, le bureau de consultance Gosselin & de Walque estime que le compte du parti Chez Nous serait le troisième le plus influent en Belgique francophone<sup>9</sup> – mais cette puissance est à considérer avec précaution<sup>10</sup>.

Toutefois, à la veille du scrutin multiple du 9 juin, le parti Chez Nous fait face à au moins deux difficultés majeures. D'une part, l'activisme antifasciste se poursuit sans faiblir afin d'empêcher toute structuration du parti d'extrême droite. Par exemple, le 18 mai, alors que le parti Chez Nous s'apprête à affréter un bus afin de parcourir la Wallonie à la rencontre des électeurs, des militants antifascistes réussissent à empêcher l'action. D'autre part, certains soutiens de poids dont bénéficiait Chez Nous depuis sa fondation s'estompent. Tel est particulièrement le cas du RN français. Ainsi, le 31 mai, le tribunal de première instance de Liège rend une décision par laquelle il interdit

---

<sup>5</sup> Témoin rencontré par l'auteur le 9 juillet 2024.

<sup>6</sup> *AdLens*, 9 juin 2024, <https://adlens-be.medium.com>.

<sup>7</sup> Et ce dans un contexte de mobilisation des agriculteurs, en Belgique comme ailleurs en Europe.

<sup>8</sup> À ce propos, cf. B. BIARD, « Le cordon sanitaire : une réalité unique en Europe », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 8 mai 2024, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).

<sup>9</sup> Après ceux de Paul Magnette, président du PS, et de Georges-Louis Bouchez, président du MR.

<sup>10</sup> En effet, le 12 juillet 2023, un article publié en ligne par le média *Bruxelles Dévif* a révélé que Chez Nous aurait acheté de faux comptes et de faux *likes* sur le réseau social Instagram.

au parti Chez Nous de recourir, dans le cadre de sa communication, à l'image de Marine Le Pen, ancienne présidente du RN et candidate de ce parti à différents scrutins (dont les élections présidentielles françaises de 2012, de 2017 et de 2022), sous peine d'astreinte de 2 000 euros par tract ou publication sur les réseaux sociaux. Cette décision fait suite à une plainte introduite par M. Le Pen après que Chez Nous a diffusé des affiches avec l'image de cette dernière et annonçant son prétendu soutien. Plus tôt au printemps 2024, l'avocat en Belgique de M. Le Pen avait notifié à J. Munier la résiliation, avec effet immédiat, de la convention conclue entre les deux partis relative à l'usage du sigle FN, du nom Front national et de la flamme noire-jaune-rouge.

À ces deux difficultés, s'ajoute le cordon sanitaire médiatique, scrupuleusement respecté par les médias dits traditionnels. S'il réduit non seulement la visibilité du nouveau parti, il a aussi pour effet de contribuer à délégitimer celui-ci. Ses cadres s'insurgent d'ailleurs régulièrement contre ce mécanisme, soutenant que « la Wallonie n'est pas une démocratie »<sup>11</sup>.

L'optimisme affiché par Chez Nous durant la campagne doit aussi être relativisé au regard des listes qu'il dépose effectivement. En effet, bien qu'il ait affirmé en avril pouvoir présenter des listes complètes partout (cf. *supra*), la réalité des faits ne corrobore pas cette assurance. Au niveau fédéral, le parti d'extrême droite parvient à déposer des listes dans l'ensemble des circonscriptions wallonnes<sup>12</sup> ; à l'exception de celle déposée dans le Brabant wallon, toutes sont néanmoins incomplètes. Au niveau régional, il dépose des listes dans seulement 7 des 11 circonscriptions wallonnes ; celles-ci sont concentrées dans les deux provinces wallonnes les plus peuplées (celles de Hainaut et de Liège) et sont toutes incomplètes. Enfin, contrairement aux aspirations de ses principaux cadres, Chez Nous n'est pas en mesure de déposer une liste en vue du scrutin européen.

## **Le scrutin du 9 juin et ses conséquences sur la dynamique interne**

Si, officiellement, les principaux cadres du parti se félicitent de la performance réalisée par Chez Nous à l'occasion du scrutin du 9 juin, les résultats se révèlent, en réalité, bien en deçà de leurs attentes. En effet, bien que seul à présenter des listes à l'extrême droite de l'échiquier politique dans les circonscriptions wallonnes, Chez Nous ne parvient à faire élire aucun de ses candidats. Au niveau fédéral, il recueille 0,9 % des voix à l'échelle nationale ; ses performances sont partout inférieures au seuil électoral de 5 %, s'étalant de 1,8 % des suffrages dans la circonscription du Brabant wallon à 3,5 % dans celle de Liège. Au scrutin régional, le parti obtient 2,8 % des suffrages en Wallonie. Il réalise son meilleur score dans les circonscriptions de Charleroi–Thuin et de Tournai–Ath–Mouscron, où il atteint 4,6 % des voix valablement exprimées soit, là aussi, des scores bien inférieurs au seuil électoral. Le détail des résultats fait apparaître que sa meilleure performance à l'élection régionale est réalisée dans la commune

---

<sup>11</sup> Chez Nous, Facebook, 1<sup>er</sup> avril 2024.

<sup>12</sup> En vertu d'un accord passé avec le VB, Chez Nous ne dépose pas de liste en Région bruxelloise (ni pour l'élection fédérale ni pour l'élection régionale).

germanophone de La Calamine, avec un score de 7,1 %, tandis qu'il ne dépasse également 5 % que dans 28 autres communes wallonnes (sur 262).

L'analyse des résultats du scrutin du 9 juin révèle l'incapacité de Chez Nous à mobiliser massivement les électeurs qui s'étaient exprimés en faveur du PP ou des Listes Destexhe le 26 mai 2019. Une enquête réalisée à la sortie des urnes montre ainsi que 64,2 % des électeurs qui avaient choisi l'un de ces deux partis en 2019 ont voté en faveur du MR le 9 juin 2024. Ils ont en outre été 7,5 % à avoir opté pour Les Engagés et 5,5 % pour le PTB<sup>13</sup>.

Peu de temps après les élections, des tensions éclatent au sein de Chez Nous. Celles-ci se traduisent notamment par le départ du jeune Noa Pozzi<sup>14</sup>. Après avoir quitté ses fonctions de responsable de la province de Liège, il annonce sa volonté de rejoindre les rangs du MR<sup>15</sup>. Cette décision repose notamment sur des tensions interpersonnelles profondes au sein de la formation. La stratégie de rassemblement des forces situées à la droite de la droite poursuivie par J. Munier est critiquée par le jeune militant, qui considère qu'elle permet l'intégration dans le parti de personnalités issues de l'extrême droite traditionnelle. Bien d'autres défections suivent pendant l'été ; elles s'expliquent par des motifs variés (démotivation, tensions interpersonnelles, raisons professionnelles...).

Le 1<sup>er</sup> septembre, une trentaine de membres de Chez Nous (essentiellement issus de la province de Hainaut) sont réunis à Gilly, à l'invitation de Salvatore Nicotra<sup>16</sup>, pour un « conseil national du parti ». Ils décident à la quasi-unanimité de destituer J. Munier de la présidence, lui reprochant sa mauvaise gestion et son manque de transparence, notamment au regard des comptes du parti. À l'issue de cette séance sous haute tension (particulièrement après l'arrivée sur place de J. Munier) et marquée par des faits de violence, S. Nicotra est désigné à la tête de Chez Nous, décision contestée par J. Munier. Dès le 1<sup>er</sup> septembre, la page Facebook du parti (encore considérée comme une des pages les plus influentes quelques mois plus tôt) devient inactive. Deux jours plus tard, le quotidien *La Libre Belgique* annonce que Chez Nous « est au bord de l'implosion »<sup>17</sup>.

<sup>13</sup> C. CLOSE, P. DELWIT, A. VANDELEENE, E. VAN HAUTE, *Les dynamiques du vote en Wallonie le 9 juin 2024. Premiers éléments*, Bruxelles, CEVIPOL, 2024.

<sup>14</sup> Emmenant la liste Chez Nous dans la circonscription de Liège pour l'élection visant à renouveler la Chambre des représentants le 9 juin, il a obtenu 3 955 voix de préférence.

<sup>15</sup> Pour ce faire, il s'inscrit au parti et verse sa cotisation. Rapidement, G.-L. Bouchez indique que N. Pozzi « n'est pas et n'a jamais été membre » du MR et que son versement lui a été remboursé (*Sudinfo*, 15 août 2024, [www.sudinfo.be](http://www.sudinfo.be)). En janvier 2025, la presse révèle cependant que, quelques mois après ce refus de l'accueillir dans les rangs de son parti, le président des libéraux a lui-même autorisé l'ancien candidat du parti d'extrême droite à adhérer au MR, ce qui soulève non seulement des réprobations en dehors du parti (de la part de représentants d'Écolo, du PS et du PTB, notamment), mais également des remous à l'intérieur de celui-ci, des responsables locaux indiquant n'avoir pas été avertis de cette adhésion et s'en distanciant manifestement. Cf. Q. DELEUX, « Tollé général ! L'extrême droite au MR », *Politique. Revue belge d'analyse et de débat*, 12 janvier 2025, [www.revuepolitique.be](http://www.revuepolitique.be).

<sup>16</sup> Emmenant la liste Chez Nous dans la circonscription de Charleroi-Thuin lors de l'élection visant à renouveler le Parlement wallon le 9 juin, il a obtenu 1 772 voix de préférence.

<sup>17</sup> *La Libre Belgique*, 3 septembre 2024.

## Les élections du 13 octobre : le coup de grâce

C'est dans ce climat de tensions exacerbées au sein de Chez Nous que s'ouvre la campagne en vue des élections communales et provinciales du 13 octobre 2024. Ses deux fondateurs – J. Munier et G. Vanden Bruel – sont complètement absents de celle-ci, tout comme l'essentiel des militants mobilisés depuis les origines du parti. Les anciens membres d'Agir se révèlent être les plus actifs, particulièrement dans la province de Hainaut.

Bien moins nombreuses qu'espéré par certains militants dans la foulée des élections du 9 juin, seulement 5 listes estampillées Chez Nous sont déposées en vue des élections provinciales, dans les districts de La Louvière et de Tournai (province de Hainaut), de Huy et de Liège (province de Liège), ainsi que de Namur (province du même nom) ; elles sont incomplètes dans les trois derniers districts. En vue des élections communales, Chez Nous dépose une liste dans seulement 6 communes : 3 dans le Hainaut (à Fleurus, à Momignies et à Mouscron), 2 dans la province de Liège (à Amay et à Liège) et 1 dans la province de Namur (à Couvin). Seules 2 d'entre elles sont complètes (Fleurus et Mouscron). Ce faible nombre est imputé par le parti aux difficultés inhérentes à la collecte de signatures<sup>18</sup>. En réalité, il traduit avant tout l'incapacité du parti à rassembler et à recruter des candidats.

Quelques jours avant le scrutin, de nouvelles tensions font d'ailleurs surface. Antoine Laloux, qui tire la liste Chez Nous à Amay, annonce à peine deux jours avant le scrutin qu'il quitte le parti. Sur sa page Facebook, il déclare : « Le parti que j'ai rejoint il y a deux ans n'est plus ce qu'il était. À l'époque, il rassemblait des jeunes désireux de changement, mais plus aujourd'hui. De plus, des doutes sérieux planent sur un détournement de fonds impliquant le président Jérôme Munier. Le parti s'est aussi enfermé dans une obsession unique : l'immigration, alors que ma priorité reste le pouvoir d'achat »<sup>19</sup>. Par la même occasion, il annonce sa volonté de fonder une nouvelle formation politique, principalement active en province de Liège : le Rassemblement populaire<sup>20</sup>.

Malgré l'absence de listes concurrentes à droite du MR<sup>21</sup>, Chez Nous ne parvient pas à percer lors du scrutin local. Seul 1 élu communal est à dénombrer. Il s'agit de Pascal Loosvelt qui, avec 336 voix, parvient à conserver le siège qu'il avait obtenu six ans plus tôt au conseil communal de Mouscron<sup>22</sup>. Même S. Nicotra, pourtant conseiller communal à Fleurus depuis 2006, ne réussit pas à se faire réélire<sup>23</sup>. Cette séquence électorale témoigne de l'incapacité de l'extrême droite à s'implanter en

---

<sup>18</sup> En Wallonie, chaque citoyen signataire est désormais tenu de prouver sa qualité d'électeur dans la circonscription en fournissant un certificat d'électeur, soit en l'obtenant en ligne via sa carte d'identité, soit en se rendant directement à la commune. Le parti Chez Nous a d'ailleurs attaqué le gouvernement wallon en justice à cet égard durant l'été.

<sup>19</sup> Facebook, Antoine Legrand (*sic*), le 11 octobre 2024.

<sup>20</sup> D'emblée, cette nouvelle formation épouse les caractéristiques idéologiques d'un parti d'extrême droite.

<sup>21</sup> Alors qu'il était présent dans 12 communes six ans plus tôt (dont, à Charleroi, à travers une liste NWA-NATION), le parti Nation ne dépose cette fois aucune liste.

<sup>22</sup> Il avait alors été élu avec 282 voix sur une liste du PP.

<sup>23</sup> Il a obtenu 99 voix lors du scrutin communal du 13 octobre 2024.

Wallonie. Dans les jours et semaines qui s’ensuivent, aucune déclaration n’émane du parti. Ce dernier a manifestement vécu...

## Conclusion

Pour les partisans de Chez Nous, 2024 et ses rendez-vous électoraux devait être l’occasion de placer la Wallonie sur la carte des succès de l’extrême droite. Malgré sa capacité à se présenter seul à la droite du MR, malgré le soutien reçu du VB, et malgré une communication renforcée, ce parti est loin d’avoir réussi à mobiliser l’électorat et à réaliser les performances escomptées. Au contraire, la vive opposition des groupes antifascistes, les différentes formes de cordon sanitaire, les tensions internes et les départs observés, conjugués à la droitisation du MR non seulement dans le domaine économique mais également sur le plan des valeurs et questions de société<sup>24</sup>, ont fini par avoir raison d’une formation déjà fragilisée. Au bord de l’implosion après le scrutin multiple de juin, Chez Nous n’a pas résisté aux élections d’octobre. Et le constat d’une extrême droite incapable de s’imposer en Wallonie en tant que force politique spécifique s’en trouve – au moins pour l’instant – renforcé, alors même que les idées d’extrême droite semblent loin de reculer.

Pour citer cet article : Benjamin BIARD, « Le parti Chez Nous. Échec d’une nouvelle offre d’extrême droite en Wallonie », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 15 janvier 2025, [www.crisp.be](http://www.crisp.be).

---

<sup>24</sup> « Évolution du positionnement des partis depuis 2019 : le virage (très) à droite du MR, le PS et les Engagés un peu moins à gauche », 21 mai 2024, [www.rtb.be](http://www.rtb.be).